



KNDS: pas de nationalisation en vue après le report de l'entrée en Bourse, assure le groupe



Le groupe franco-allemand d'armement KNDS a réfuté mercredi l'hypothèse d'une nationalisation totale par Paris et Berlin, une alternative, selon la presse allemande, à son introduction en Bourse reportée sine die en l'attente de meilleures conditions de marché.

En juin, les deux capitales ont conclu un accord sur la gouvernance du fabricant de chars, visant à se partager 80% des parts et à introduire les 20% restants en Bourse.

Mais le journal allemand Handelsblatt s'est fait mardi l'écho d'un plan B poursuivi par KNDS, selon lequel Berlin et Paris pourraient acquérir 100% des parts et abandonner le projet de cotation.

« Il n'est pas question d'une nationalisation complète de KNDS, et rien ne la justifie », a démenti mercredi Tom Enders, président du conseil d'administration, auprès de l'agence de presse Reuters.

Ces propos ont été confirmés à l'AFP par une porte-parole du groupe, au cœur du projet de char du futur MGCS.

« Notre priorité immédiate demeure l'introduction en bourse, avec le soutien total du conseil d'administration de KNDS », selon M.Enders.

L'opération, annoncée en juin, devait être l'une des plus importantes introductions en Bourse récentes dans la défense européenne, avec une cotation prévue à Paris et Francfort et une valorisation entre 15 et 18 milliards d'euros, selon Bloomberg.

Mais une semaine plus tard, KNDS a annoncé temporiser en attendant « le retour de conditions de marché plus favorables » face à la « volatilité du secteur européen de la défense ».

Tom Enders vante une « situation financière extrêmement solide », avec « un carnet de commandes très important ».



Selon lui, « un contrôle étatique total » ne contribuerait pas à honorer rapidement ces commandes et à poursuivre les investissements dans l'innovation.

Cette nationalisation pourrait, selon le Handelsblatt, « apporter dans un premier temps de la stabilité à l'entreprise et inciter les investisseurs à une valorisation plus élevée lors d'une IPO ultérieure ».

« Nous voulons, avec la France, façonner l'avenir de KNDS en tant que futurs actionnaires communs, dotés de droits égaux », a déclaré mercredi le porte-parole adjoint du gouvernement allemand Sebastian Hille, sans commenter les propos de Tom Enders.

L'accord de gouvernance signé en juin « demeure pleinement valable », indique de son côté une source gouvernementale française à l'AFP.

Créé en 2015 par la fusion du français Nexter, alors détenu par l'Etat français, et de l'allemand KMW, propriété de la famille Bode-Wegmann, KNDS est l'un des acteurs clé de l'industrie européenne de défense terrestre face à la concurrence américaine.

Paris et Berlin tentent d'avancer sur les chantiers de défense européenne, après le naufrage du Scaf, le projet d'avion du futur franco-allemand emporté par les rivalités industrielles.

kas/jpl/nth